

Mairie de GRAMAT

46500 (LOT)

**PROCES VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL
DU JEUDI 14 SEPTEMBRE 2023 A 18H**

Le jeudi 14 septembre 2023, à 18h00, les membres du Conseil Municipal de la Commune de GRAMAT se sont réunis à la Mairie de Gramat sur la convocation qui leur a été adressée par Monsieur le Maire conformément aux Articles L. 2121-10, L. 2121-12 et L. 2122-8 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Etaient présents : SYLVESTRE Michel, RUAUD Maria de Fatima, MICHAUX Martine, PUECH Roland, BACH Hélène, ROUQUIE Vincent, GARRIGUES Françoise, POIRRIER Michelle, COQUEAU Stéphane, LAVERGNE Frédéric, BRAMOND Philippe, ELIAS Marie-José, CHAVET-JABOT Francis, ALIBERT Sylvie, GROUGEARD Michel, VERTES Alain (à partir de 18h40), SERMET Jean-Claude.

Absents représentés : DELEUZE Christian (donne pouvoir à SYLVESTRE Michel), GARBE Daniel (donne pouvoir à ELIAS Marie-José), MAIGNE Solange (donne pouvoir à PUECH Roland), MIAGKOFF-LAFEUILLE Benoît (donne pouvoir à GARRIGUES Françoise).

Absents excusés : MAZEYRAC Pierrick.

Absents : BORIS Yvette, THEPAULT Pascale, BALLARIN Lydia, PELIGRY Alain, CASTAGNE Yoan.

Secrétaire de Séance : BACH Hélène.

La séance s'est ouverte sous la présidence de M. Michel SYLVESTRE à 18h00.

Il a été procédé à la nomination d'une secrétaire de séance, Mme Hélène BACH.

Le PV du Conseil Municipal réuni le mercredi 07 juin 2023 à 19h a été adopté. (1 abstention de SERMET Jean-Claude.)

Monsieur SYLVESTRE a fait lecture des décisions du Maire :

<u>Décisions du Maire du 01 juin au 05 septembre 2023</u>		
<u>Date</u>	<u>Référence</u>	<u>Objet</u>
21/06/2023	Décision n° 2023/08	Mise à disposition de la balayeuse au profit du CNICG
03/08/2023	Décision n° 2023/09	Mise à disposition d'un local au profit de l'UDAF du Lot pour 20 € par mois
03/08/2023	Décision n° 2023/10	Mise à disposition d'un local au profit de l'entreprise NOAILLY pour 20 € par mois
03/08/2023	Décision n° 2023/11	Mise à disposition d'un local au profit de l'entreprise VERDIER CECILE pour 370 € par mois
22/08/2023	Décision n° 2023/12	Mise à disposition d'un local au profit de l'association MUSIC PASSION, ECOLE DE MUSIQUE DE GRAMAT
05/09/2023	Décision n° 2023/13	Mise à disposition de la salle du cinéma au profit du Département du Lot

01. OBJET : INSTALLATION D'UN NOUVEAU CONSEILLER MUNICIPAL.

En application du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), et notamment l'Article L.2121-4, vu le Code Electoral, et notamment l'Article L.270, considérant que conformément aux dispositions prévues à l'Article L.270 du Code Electoral, le Conseiller Municipal venant sur la liste immédiatement après le dernier élu est appelé à remplacer le Conseiller Municipal élu sur cette liste dont le siège devient vacant pour quelque cause que ce soit, considérant que Madame Gaëlle MAURY, Conseillère Municipale, a signifié sa démission de son mandat de Conseillère Municipale par un courrier en date du 27 juillet 2023,

considérant que Madame Laurence FLORENTIN, Conseillère Municipale venant sur la liste « *Pensez la différence* » immédiatement après le dernier élu, a refusé de siéger au Conseil Municipal par courrier en date du 28 juillet 2023, considérant que Monsieur le Maire a informé Madame la Préfète de ces démissions par courrier du 03 août 2023, en application de l'Article L.2121-4 du CGCT, considérant que Monsieur Jean-Claude SERMET est le Conseiller Municipal venant sur la liste « *Pensez la différence* » immédiatement après le dernier élu, le Conseil Municipal, après avoir délibéré, **à l'unanimité**, prend acte des démissions de Madame MAURY et Madame FLORENTIN et approuve l'installation du nouveau Conseiller Municipal, Monsieur Jean-Claude SERMET.

02. OBJET : COMPOSITION DES COMMISSIONS COMMUNALES.

Vu la démission en date du 27 juillet 2023 de son poste de Conseillère Municipale de Madame Gaëlle MAURY ; vu la démission en date du 28 juillet 2023 de son poste de Conseillère Municipale de Madame Laurence FLORENTIN ; vu la délibération n°54/2022 du 11 juillet 2022 relative à la composition des commissions communales ; suite à la démission de Madame Gaëlle MAURY, membre des commissions « sport et animations », « foires et marchés » et « affaires scolaires, enfance et jeunesse », le Conseil Municipal doit délibérer sur la question de son remplacement ; la Commune de Gramat comptant plus de 3 500 habitants, il est précisé que la composition de ces commissions doit respecter le principe de la représentation proportionnelle afin de permettre l'expression pluraliste des élus au sein de l'assemblée communale. La composition des commissions respectera le principe suivant :

- 1 vice-Président, l'Adjoint chargé des affaires ;
- 4 membres de la liste de M. SYLVESTRE ;
- 1 membre de la liste de M. ASTOUL.

Le Maire est Président des Commissions. En cas d'absence ou d'empêchement du Maire, le Vice-Président en charge des affaires concernées peut convoquer et présider la commission. Il est également précisé que ces commissions n'ont aucun pouvoir de décision. Elles ne font que préparer les différents travaux et les délibérations du Conseil Municipal. Les comptes rendus et débats au sein des commissions ne sont absolument pas publics. Considérant que Monsieur Jean-Claude SERMET a accepté de siéger en commissions « sport et animations », « foires et marchés » et « affaires scolaires, enfance et jeunesse », le Conseil Municipal, après avoir délibéré, **à l'unanimité**, accepte que Monsieur Jean-Claude SERMET siége en commissions « sport et animations », « foires et marchés » et « affaires scolaires, enfance et jeunesse » et approuve la modification de la composition des susdites commissions. La composition des commissions communales est donc modifiée comme suit :

COMMISSIONS COMMUNALES 2023-2026		
<i>Conseil Municipal du 14 septembre 2023</i>		
Intitulé	VICE PRESIDENCE	MEMBRES
FINANCES	Christian DELEUZE	Roland PUECH - Martine MICHAUX - Marie-José ELIAS - Maria de Fatima RUAUD - Yoan CASTAGNE
TRAVAUX ET URBANISME	Roland PUECH	Francis CHAVET-JABOT - Michel GROUGEARD - Martine MICHAUX - Stéphane COQUEAU - Alain PELIGRY
SPORT ET ENIMATIONS	Michelle POIRRIER	Frédéric LAVERNE - Hélène BACH - Yvette BORIS - Philippe BAMOND - Jean-Claude SERMET
CULTURE	Daniel GARBE	Martine MICHAUX - Lydia BALLARIN - Marie-José ELIAS - Françoise GARRIGUES - Maria de Fatima RUAUD
ENVIRONNEMENT, CADRE DE VIE ET ADRESSAGE	Maria de Fatima RUAUD	Roland PUECH - Michel GROUGEARD - Philippe BRAMOND - Martine MICHAUX - Alain PELIGRY
PATRIMOINE	Roland PUECH	Francis CHAVET-JABOT - Christian DELEUZE - Yvette BORIS - Michel GROUGEARD - Marie-José ELIAS
AFFAIRES SCOLAIRES, ENFANCE ET JEUNESSE	Françoise GARRIGUES	Martine MICHAUX - Frédéric LAVERGNE - Yvette BORIS - Michelle POIRRIER - Jean-Claude SERMET
FOIRES ET MARCHES	Michelle POIRRIER	Hélène BACH - Yvette BORIS - Solange MAIGNE - Pierrick MAZEYRAC - Jean-Claude SERMET

03. OBJET : PRESENTATION ET ADOPTION DU RAPPORT ANNUEL DE MONSIEUR LE MAIRE SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE PUBLIC D'EAU POTABLE (RPQS) – EXERCICE 2022.

Monsieur le Maire expose aux membres du Conseil Municipal que la Loi du 02 février 1995, relative au renforcement de la protection de l'environnement, a introduit des dispositions qui visent à améliorer la transparence au bénéfice des usagers sur la qualité et le prix du service public de l'eau potable et de l'assainissement. Monsieur le Maire rappelle également que conformément à l'Article L.2224-5 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), il est tenu de réaliser un rapport

annuel relatif au prix et la qualité du service public d'eau potable (RPQS). Le rapport doit retracer, au travers des données techniques et financières, tous les éléments relatifs à la gestion du service public de l'eau potable de l'année 2022. Ce rapport doit être présenté à l'assemblée délibérante dans les 9 mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné et faire l'objet d'une délibération. En application de l'Article D.2224-7 du CGCT, le présent rapport et sa délibération seront transmis dans un délai de 15 jours, par voie électronique, au Préfet et au système d'information prévu à l'Article L.213-2 du Code de l'Environnement (le SISPEA). Ce SISPEA correspond à l'Observatoire National des Services Publics de l'Eau et de l'Assainissement (www.services.eaufrance.fr). Le rapport sera public, consultable en Mairie aux jours et heures d'ouverture de cette dernière et permet d'informer les usagers du service, notamment par une mise en ligne sur le site de l'Observatoire National des Services Publics de l'Eau et de l'Assainissement. Suite à la présentation dudit rapport, le Conseil Municipal, après avoir délibéré, **à l'unanimité**, acte le rapport de Monsieur le Maire sur le prix et la qualité du service public d'eau potable pour l'exercice 2022, adopte le rapport de Monsieur le Maire sur le prix et la qualité du service public d'eau potable pour l'exercice 2022, accepte de transmettre aux Services Préfectoraux la présente délibération, valide la mise en ligne du présent rapport et la délibération afférente sur le site www.services.eaufrance.fr, décide de renseigner et publier les indicateurs de performance sur le site de l'Observatoire National des Services Publics de l'Eau et de l'Assainissement.

*** Monsieur le Maire fait lecture à l'assemblée délibérante des différents chiffres clés du rapport annuel 2022 du service public d'eau potable. Monsieur PUECH prend la parole afin de faire remarquer au Conseil que les pertes en eau sont véritablement conséquentes. Le chiffre évoqué est de 200 000m³. Monsieur PUECH souligne que c'est une vraie problématique et qu'à l'heure où l'on demande des économies sur la ressource en eau, il serait souhaitable de trouver des solutions pour réduire les pertes. Monsieur le Maire lui répond, qu'effectivement, c'est un vrai sujet mais qu'il est difficile de véritablement identifier et localiser les lieux précis des pertes. Monsieur GROUGEARD intervient et demande des précisions sur le prix de l'eau. Ce dernier souhaite savoir si c'est exprimé en HT ou en TTC. Monsieur le Maire répond que le prix rapporté est bien en TTC. Monsieur le Maire précise donc que le prix de l'eau est bien de 2,32€ TTC/m³ pour une facture de 120m³.*

04. OBJET : PRESENTATION ET ADOPTION DU RAPPORT ANNUEL DE MONSIEUR LE MAIRE SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF (RPQS) – EXERCICE 2022.

Monsieur le Maire expose aux membres du Conseil Municipal que la Loi du 02 février 1995, relative au renforcement de la protection de l'environnement, a introduit des dispositions qui visent à améliorer la transparence au bénéfice des usagers sur la qualité et le prix du service public de l'eau potable et de l'assainissement. Monsieur le Maire rappelle également que conformément à l'Article L.2224-5 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), il est tenu de réaliser un rapport annuel concernant le prix et la qualité du service d'assainissement collectif (RPQS). Le rapport doit retracer, au travers des données techniques et financières, tous les éléments relatifs à la gestion du service public d'assainissement collectif de l'année 2022. Ce rapport doit être présenté à l'assemblée délibérante dans les 9 mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné et faire l'objet d'une délibération. En application de l'Article D.2224-7 du CGCT, le présent rapport et sa délibération seront transmis dans un délai de 15 jours, par voie électronique, au Préfet et au système d'information prévu à l'Article L.213-2 du Code de l'Environnement (le SISPEA). Ce SISPEA correspond à l'Observatoire National des Services Publics de l'Eau et de l'Assainissement (www.services.eaufrance.fr). Le rapport sera public, consultable en Mairie aux jours et heures d'ouverture de cette dernière et permet d'informer les usagers du service, notamment par une mise en ligne sur le site de l'Observatoire National des Services Publics de l'Eau et de l'Assainissement. Suite à la présentation du rapport, le Conseil Municipal, après avoir délibéré, **à l'unanimité**, acte le rapport de Monsieur le Maire sur le prix et la qualité du service public d'assainissement collectif pour l'exercice 2022, adopte le rapport de Monsieur le Maire sur le prix et la qualité du service public d'assainissement collectif pour l'exercice 2022, accepte de transmettre aux Services Préfectoraux la présente délibération, valide la mise en ligne du présent rapport et la délibération afférente sur le site www.services.eaufrance.fr, décide de renseigner et publier les indicateurs de performance sur le site de l'Observatoire National des Services Publics de l'Eau et de l'Assainissement.

*** Monsieur le Maire fait lecture à l'assemblée délibérante des différents chiffres clés du rapport annuel 2022 du service public d'assainissement collectif. Monsieur PUECH intervient afin de demander des éléments techniques à Monsieur CHAVET-JABOT notamment sur les 45 000m³ que nous importons (destination Pied de Jacou). Monsieur CHAVET-JABOT lui apporte les compléments d'informations nécessaires.*

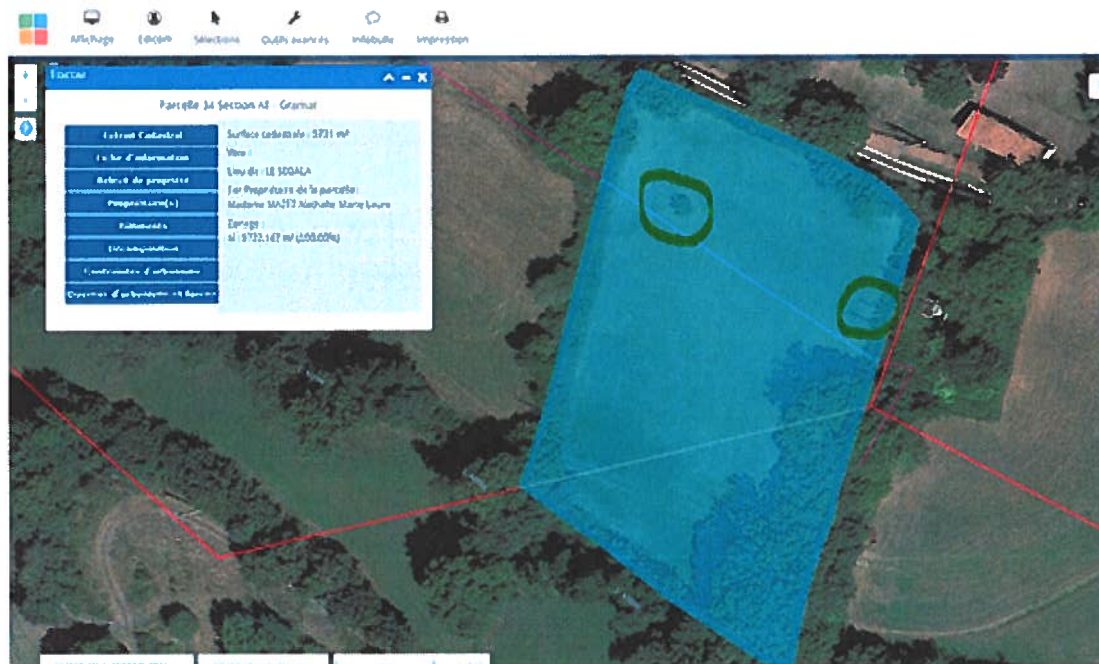
05. OBJET : ADHESION DE LA COMMUNE DE LISSAC ET MOURET AU SYNDICAT MIXTE DU LIMARGUE ET SEGALA.

Vu la délibération n° 2023-029 du 09 juin 2023 de la Commune de Lissac et Mouret sollicitant son adhésion au Syndicat Mixte du Limargue et Ségala au 1^{er} janvier 2024 et le transfert au Syndicat Mixte du Limargue et Ségala de la compétence eau obligatoire production et la compétence eau optionnelle distribution, vu la délibération n° 2023-031 du Comité Syndical du Syndicat Mixte du Limargue et Ségala en date du 21 juin 2023 approuvant la demande d'adhésion au Syndicat Mixte du Limargue et Ségala de la Commune de Lissac et Mouret et acceptant le transfert au syndicat du Limargue et Ségala de la compétence eau obligatoire production et la compétence eau optionnelle distribution de la Commune de Lissac et Mouret à compter du 1^{er} janvier 2024, conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, il appartient au Conseil Municipal de se prononcer sur cette demande d'adhésion. Le Conseil Municipal, après avoir délibéré, **à l'unanimité**, donne son accord à l'adhésion au Syndicat Mixte du Limargue et Ségala à la Commune de Lissac et Mouret, accepte le transfert au syndicat du Limargue et Ségala de la compétence eau obligatoire production et la compétence eau optionnelle distribution de la Commune de Lissac et Mouret à compter du 1^{er} janvier 2024, charge Monsieur le Maire de la bonne exécution de la présente délibération.

*** Monsieur COQUEAU intervient afin de savoir si les autres communes ont voté. Monsieur le Maire lui répond que oui.*

06. OBJET : DEPOSE DE LA LIGNE ELECTRIQUE DENOMMEE « BT SUR P.SEGALA » SITUEE AU LIEU-DIT « LE SEGALA » - OPERATION N°41168ER.

Faisant suite à une demande de Monsieur MAZET, agriculteur à Gramat et propriétaire de la parcelle AE 34 comportant deux poteaux électriques, Monsieur le Maire informe les membres de l'assemblée délibérante que la ligne électrique « BT sur P Ségala » située au lieu-dit Le Ségala ne dessert plus d'abonné et pourrait être déposée par la Fédération Départementale d'Energies du Lot – Territoire d'Energie Lot (FDEL-TE46). Il attire l'attention du Conseil Municipal sur les conséquences de cette dépose, dont l'intérêt esthétique est indéniable, car les parcelles desservies par la portion de réseau déposé ne seront plus électrifiées. Ainsi, si une nouvelle desserte de ces parcelles s'avère ultérieurement nécessaire, personne ne pourra se prévaloir de l'existence antérieure de l'ouvrage pour en imposer sa reconstruction. De plus, une participation de tiers, Commune ou demandeur, pourra être exigée par le maître d'ouvrage des travaux de raccordement. Le Conseil Municipal, après avoir délibéré, **à l'unanimité**, approuve la dépose de la ligne électrique « BT sur P Ségala » située au lieu-dit Le Ségala réalisée et financée par la Fédération Départementale d'Energies du Lot – Territoire d'Energie Lot (FDEL-TE46), souhaite que ces travaux puissent être programmés et réalisés avant la fin de l'année 2023, prend acte du fait que, une fois cette dépose effective, quiconque ne pourra se prévaloir de l'existence antérieure de l'ouvrage pour en imposer sa reconstruction.



07. OBJET : APPROBATION DU DEVIS ET SOLLICITATION DE L'AIDE FINANCIERE DE L'ETAT CONCERNANT L'ETUDE TECHNIQUE DU TABLEAU « L'ADORATION DES MAGES ».

La Commune possède une œuvre peinte conservée dans l'Eglise Saint-Pierre de Gramat représentant « L'Adoration des Mages ». Cette œuvre a été inscrite, par arrêté du 03 août 2018, au titre des monuments historiques sur avis de la Commission Régionale du Patrimoine et de l'Architecture (3^e section) du 06 mars 2018. Au regard de la qualité de ce tableau, attribué à un atelier génois du XVII^e siècle, la commission a également émis un vœu de classement qui vise à reconnaître l'intérêt d'une œuvre à l'échelle nationale et permet de garantir un accompagnement technique et financier supérieur en cas de travaux. Ce classement est cependant conditionné à une étude technique du tableau afin d'étayer le dossier. Dans ce cadre, un devis d'étude a été établi le 02 août 2023 par le Centre de Conservation et Restauration du Patrimoine Artistiques (CCRPA) situé à Gaillac. Ce devis s'élève à la somme totale de 4 942,80 € TTC et est décomposé de la façon suivante :

Décrochage de l'œuvre :	En régie
Transport et convoyage :	556,00 € HT
Observations, relevés et photographies :	500,00 € HT
Radiographie :	500,00 € HT
Prélèvements d'échantillons et expédition en laboratoire :	75,00 € HT
Analyses (sous-traitées auprès de l'Université d'Avignon) :	1 368,00 € HT
Tests de solubilisation :	260,00 € HT
Réunion de suivi :	260,00 € HT
Rapport documentaire :	600,00 € HT
Total HT :	4 119,00 €
TVA 20% :	823,80 €
Total TTC :	4 942.80 €

Compte tenu de l'intérêt de premier plan de cette œuvre, de la nécessité de présenter ce dossier au classement et du coût induit pour la Commune, la Conservation Régionale des Monuments Historiques se propose, à titre exceptionnel, de financer à hauteur de 100% cette étude préalable. Pour cela, la Commune a sollicité auprès de la Préfecture du Lot une demande d'autorisation de déplafonnement du seuil des 20% de financement relatif aux Collectivités Locales. Cette demande a été acceptée par arrêté du 29 mars 2023. Le Conseil Municipal, après avoir délibéré, **à l'unanimité**, approuve le devis du Centre de Conservation et Restauration du Patrimoine Artistiques (CCRPA), accepte de solliciter l'aide financière de l'Etat relative à l'étude technique du tableau « *L'Adoration des Mages* », autorise Monsieur le Maire à signer l'ensemble des documents se rapportant à cette affaire.

*** Monsieur le Maire prend la parole afin d'expliquer aux Conseillers qu'une action avait déjà été entreprise en 2018/2019 mais que pour différentes raisons, cela n'avait pas abouti. Le but, à l'époque, était une restauration du tableau. Aujourd'hui, l'étude technique menée sera complète et financée entièrement par la Région. Le nécessaire sera donc fait pour mener ce dossier à terme sachant que l'objectif 1^{er} est le classement de l'œuvre. Monsieur ROUQUIE prend la parole afin de faire remarquer qu'il aurait été judicieux de « grouper » cette initiative avec le projet d'une potentielle restauration de la « Croix de Prangères ». Monsieur PUECH prend la parole afin de souligner et remercier l'action civique et remarquable de Monsieur BERGOUGNOUX qui s'est proposé pour restaurer la porte d'accès au cimetière de Prangères.*

08. OBJET : ELABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL VALANT PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT (PLUi-H) DE CAUVALDOR : DEBAT SUR LES ORIENTATIONS GENERALES DU PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLES (PADD).

La Communauté de Communes CAUVALDOR a prescrit par délibération en date du 14 décembre 2015, complétée par la délibération en date du 27 mai 2016, l'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme intercommunal valant Programme Local de l'Habitat (PLUi-H). Compte tenu de la fusion d'EPCI au 1^{er} janvier 2017, cette procédure a été étendue à l'ensemble du nouveau territoire et les modalités de collaboration avec les Communes ont été redéfinies par délibération en date du 13 février 2017 portant « *extension de la procédure d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal tenant lieu de Programme Local de l'Habitat à l'ensemble des 79 communes du territoire, définition des modalités de collaboration avec les communes, précision des modalités de concertation, définition de l'organigramme fonctionnel des instances de travail et de définition* ». Par délibération en date du 23 juin 2023, la Communauté de Communes a délibéré pour acter d'un nouveau découpage territorial suite à la mise en place du pacte de gouvernance, préciser les modalités de poursuite de la concertation et tirer son bilan. En élaborant un PLUi-H, la Communauté de Communes CAUVALDOR a pour ambition de créer un projet d'urbanisme et d'habitat cohérent, qui articule les politiques sectorielles communautaires et les différentes échelles du territoire. Véritable document de planification, le PLUi-H étudie le fonctionnement et définit les objectifs et les enjeux du territoire, construit un projet de développement respectueux de l'environnement et le formalise dans des règles d'utilisation des sols.

Les pièces constitutives d'un PLUi-H :

- Le rapport de présentation qui expose le diagnostic du territoire, analyse l'état initial de l'environnement et la consommation foncière et justifie les choix d'aménagement du projet de territoire ;
- Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) qui définit un projet politique sur les 10 prochaines années et exprime les grandes orientations de l'aménagement du territoire souhaitées par les élus et concertées avec la population ;
- Les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) qui définissent les conditions d'aménagement portant sur des secteurs à enjeux ;
- Le Programme d'Orientations et d'Actions (POA) qui prévoit toutes les actions et dispositifs à mettre en place en faveur de la politique habitat ;
- Le règlement : règlement écrit et graphique qui détermine les règles d'utilisation des sols ;
- Les annexes.

Etat d'avancement de la procédure :

Un premier débat sur le PADD a eu lieu par délibération du Conseil Communautaire en date du 10 juillet 2018. Depuis, les projections faites dans le premier document ont évolué notamment au regard des dernières tendances démographiques. De plus, la loi Climat et Résilience est venue modifier les attendus qui sont exigés dans un PADD. Il est donc nécessaire de tirer le bilan de ces changements qui s'imposent dans le processus d'élaboration du PLUi-H et de venir actualiser en conséquence le PADD attaché au futur PLUi-H de CAUVALDOR. Un second débat sur le PADD afin de mettre à jour les chiffres et les objectifs, conformément à l'article L.153-12 du Code de l'Urbanisme a donc été soumis au Conseil Communautaire en date du 10 juillet 2023. Au visa des dispositions de l'Article L.153-12 du Code de l'Urbanisme et conformément aux modalités de concertation prévues entre l'EPCI et les Communes, il est nécessaire que chaque Commune tienne débat sans vote sur le PADD dans sa version modernisée. Sous la précision que : « *Lorsque le plan local d'urbanisme est élaboré par un établissement public de coopération intercommunale, le débat prévu au premier alinéa du présent article au sein des Conseils Municipaux des Communes membres est réputé tenu s'il n'a pas eu lieu au plus tard deux mois avant l'examen du projet de plan local d'urbanisme* ». - Pour rappel, le PADD est la pièce maîtresse du PLU. Ce dernier a fait l'objet d'une concertation avec les services de l'Etat, d'une présentation aux Elus en régie et en réunions publiques. Les orientations du PADD sont issues d'une part des enjeux du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement, et d'autre part des orientations du SCOT (Schéma de Cohérence Territoriale) approuvé le 16 janvier 2018, lequel a fixé un cadre cohérent pour harmoniser et coordonner les projets de développement des Communes, et avec lequel le PLUi devra être compatible. A ce stade de la procédure, le PADD n'est pas figé dans sa version complète et définitive. Les propositions d'orientations générales et les débats auxquels elles donneront lieu serviront de guide à la suite des travaux du PLUi

et à l'élaboration de l'ensemble des pièces de ce dernier qui devrait être arrêté fin 2023 par le Conseil Communautaire. Le PLUi-H ambitionne de répondre à l'attractivité du territoire tout en fixant un objectif d'au moins 50 % de réduction de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers observée au cours des dix dernières années (période retenue 2013 à 2022). Afin de prévoir l'ouverture à l'urbanisation d'espaces naturels, agricoles ou forestiers permettant de répondre aux besoins non satisfaits, le PADD doit tenir compte de la capacité à mobiliser effectivement les locaux vacants, les friches et les espaces déjà urbanisés pendant la durée comprise entre l'élaboration du plan local d'urbanisme et l'analyse prévue à l'Article L.153-27, soit les six années avant l'évaluation du PLUi-H. Au regard de cette analyse de la capacité à mobiliser effectivement le potentiel sur les dix prochaines années, les espaces urbanisés ne permettent pas de répondre totalement à tous les besoins d'accueil en logements, en emplois et en équipements publics sur cette même période. Le PLUi-H, dans un objectif de lutte contre l'étalement urbain, devra satisfaire entre 30 et 40 % des nouvelles constructions en densification au sein de l'enveloppe urbaine. Il pourra planifier l'ouverture à l'urbanisation de 350 hectares maximum dont 220 hectares dédiés à l'habitat et 60 hectares à l'activité. Fort des éléments de cadrage issus des différents documents, des enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement, le projet de PADD repose sur 5 axes majeurs déclinés en 24 orientations :

Présentation des axes et orientations du PADD dans sa version 2023 :

- Axe 1 : Définir une politique de l'habitat garantissant un accès au logement pour tous et s'inscrivant dans une logique de développement résidentiel harmonieux :
 - Orientation 1 : Favoriser l'émergence d'une offre de logements diversifiée et de qualité ;
 - Orientation 2 : Accompagner le réinvestissement du parc de logements existants, en priorité dans les principales centralités du territoire ;
 - Orientation 3 : Programmer une offre de logements et d'hébergements répondant à l'ensemble des parcours résidentiels et de vie.
- Axe 2 : Développer l'emploi en milieu rural et renforcer les pôles stratégiques du territoire :
 - Orientation 1 : Structurer la couverture économique avec le renforcement des pôles existants et de nouvelles localisations d'activités ;
 - Orientation 2 : Accompagner les évolutions du territoire en vue d'accroître son attractivité résidentielle et économique ;
 - Orientation 3 : S'appuyer sur les richesses remarquées et remarquables de CAUVALDOR pour développer une économie touristique durable ;
 - Orientation 4 : Mettre en place un schéma touristique global pour renforcer le développement touristique.
- Axe 3 : Soutenir l'économie agricole et forestière, préserver les ressources naturelles :
 - Orientation 1 : Protéger les espaces naturels, agricoles et forestiers comme ressource naturelle et ressource économique ;
 - Orientation 2 : Préserver la qualité de l'eau et de la ressource en eau ;
 - Orientation 3 : Prendre en compte les risques naturels pour aménager durablement le territoire ;
 - Orientation 4 : Mettre en place une planification énergétique à différentes échelles.
- Axe 4 : Promouvoir un territoire de proximité, connecté aux réseaux de communication, favorable au bien-être des populations :
 - Orientation 1 : Engager un véritable plan en faveur des mobilités pour répondre au principe « Tout à moins de 20 min », dans l'objectif de favoriser une logique de mise en réseau des polarités du territoire ;
 - Orientation 2 : Mettre en place un schéma d'aménagement des modes doux pour les déplacements au quotidien ;
 - Orientation 3 : Accompagner les grands projets structurants du territoire et les axes ferroviaires traversant le territoire ;
 - Orientation 4 : Faire du numérique une priorité pour tout le territoire ;
 - Orientation 5 : Enrayer la désertification médicale des secteurs ruraux en engageant des actions en faveur de la santé ;
 - Orientation 6 : Assurer une offre de services et d'équipements publics adaptés.
- Axe 5 : Valoriser la qualité des paysages et du patrimoine pour améliorer l'attractivité du territoire :
 - Orientation 1 : Fonder un urbanisme durable avec des formes urbaines adaptées aux paysages du territoire des Causses et Vallée de la Dordogne ;
 - Orientation 2 : Faire du patrimoine le garant de l'attractivité territoriale, créer une OAP « Vallée de la Dordogne » ;
 - Orientation 3 : Mettre en valeur les paysages et le patrimoine dans l'aménagement de l'espace ;
 - Orientation 4 : Préserver les continuités écologiques et la biodiversité du territoire ;
 - Orientation 5 : Conserver le cadre de vie comme promotion et image de l'identité territoriale ;
 - Orientation 6 : Mettre en valeur les entrées de ville pour une meilleure qualité et intégration de ces secteurs ;
 - Orientation 7 : Engager une gestion économe des espaces, lutter contre l'étalement urbain et le mitage.

Une réunion de la conférence intercommunale rassemblant les Maires des Communes membres avant le débat communautaire sur le PADD a été organisée le 6 juillet 2023. Des réunions publiques présentant le PADD actualisé ont eu lieu les 22 juin, 28 juin et 29 juin 2023. Le Conseil Communautaire de CAUVALDOR a acté du débat du PADD dans sa version actualisée le 10 juillet 2023. Conformément aux dispositions de l'Article L.153-12 du Code de l'Urbanisme, Monsieur le Maire propose d'ouvrir le débat sur le PADD présenté dans sa version modifiée ; vu le Code Général des Collectivités Territoriales, vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses Articles L.101-1 et suivants, L.153-1 et suivants, R.153-1 et suivants, vu le Code de la Construction et de l'Habitation, vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Causses et Vallée de la Dordogne n°14122015/03 en date du 14 décembre 2015 prescrivant l'élaboration du Programme Local d'Urbanisme

intercommunal valant révision du PLU intercommunal élaboré par l'ancienne Communauté de Communes Haut-Quercy-Dordogne, en vue de couvrir l'ensemble du territoire communautaire, vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Causses et Vallée de la Dordogne n°27052016/01 en date du 27 mai 2016 prescrivant l'adjonction du volet Habitat (Programme Local de l'Habitat) au PLUi, adoptant les nouvelles dispositions du Code de l'Urbanisme mises en place par l'ordonnance du 23 septembre 2015 et le décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du livre 1er du Code de l'Urbanisme et à la modernisation du contenu du plan local d'urbanisme (PLU), vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Causses et Vallée de la Dordogne n°1302017/86 en date du 13 février 2017 prescrivant l'extension de la procédure d'élaboration du PLUi-H à l'ensemble des 79 Communes du territoire, la définition des modalités de collaboration avec les Communes, précisant les modalités de concertation, et définissant l'organigramme fonctionnel des instances de travail et de définition, vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Causses et Vallée de la Dordogne du 10 juillet 2018 n°10.07.2018.001 actant du débat sur le PADD, vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Causses et Vallée de la Dordogne du 12 juin 2023 n°2023/074 actant du nouveau découpage territorial en suite du pacte de gouvernance, vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Causses et Vallée de la Dordogne du 10 juillet 2023 n°2023-088 actant du débat sur le PADD dans sa version modifiée, considérant que les dispositions de l'Article L.153-12 du Code de l'Urbanisme prévoient : « Un débat a lieu au sein de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale et des conseils municipaux ou du conseil municipal sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables mentionné à l'article L.151-5, au plus tard deux mois avant l'examen du projet de plan local d'urbanisme », après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et après avoir débattu des orientations du futur Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD), le Conseil Municipal, après avoir délibéré, **à l'unanimité**, prend acte du débat organisé en son sein sur les orientations générales du PADD du PLUi-H dans sa version présentée au Conseil Communautaire de CAUVALDOR le 10 juillet 2023.

*** Monsieur VERTES arrive durant cet objet. Monsieur PUECH prend la parole afin de souligner la problématique de la réduction drastique des différents espaces potentiellement constructibles imposée par l'Etat (réduction 50%). A ce titre, il précise que l'axe n°5 (orientation n°7) va réellement poser des problèmes. Selon Monsieur PUECH, l'exercice d'adoption du PLUi-H va être très compliqué. Monsieur ROUQUIE fait remarquer qu'il faut que le PLUi-H soit en accord avec le SRADDET. Monsieur le Maire précise que l'adoption du PLUi-H se fera s'il y a l'unanimité des Communes appartenant à Cauvaldor. Dans le cas contraire, il sera retourné et c'est la Préfecture qui se saisira du dossier pour arbitrer. Monsieur GROUGEARD intervient également afin de manifester son mécontentement.*

09. OBJET : CONVENTION POUR L'OPERATION PROGRAMMEE D'AMELIORATION DE L'HABITAT (OPAH) ET AIDES A LA RENOVATION DE LOGEMENT.

Monsieur le Maire expose le projet de convention avec l'Etat et divers partenaires. Portée par CAUVALDOR, elle est destinée à mettre en œuvre, d'ici fin 2023, une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) qui concerne les 7 Communes « Petites Villes de Demain » (PVD). Une étude pré-opérationnelle s'est déroulée entre juin 2022 et avril 2023 et a conclu à la pertinence de mettre en œuvre, d'une part un Programme d'Intérêt Général qui concerne l'ensemble du territoire de CAUVALDOR pour une année, reconductible deux fois, et entièrement assuré par la Communauté de Communes avec le soutien des partenaires et d'autre part, une OPAH de 3 ans, pouvant être prolongée sur 2 ans, sur les centres-bourgs des 7 Communes PVD qui requiert la participation financière de ces dernières pour les aides à la rénovation, CAUVALDOR prenant en charge l'animation. Ces dispositifs ont été préconisés au vu des éléments suivants :

- La Communauté de Communes est marquée par un vieillissement et une légère décroissance de sa population ;
- Des logements potentiellement indignes sont identifiés sur le territoire, plus d'un quart des logements sont considérés comme des passoires énergétiques, des inégalités sociales sont présentes et les aides existantes sont peu mobilisées et ne suffisent pas toujours à débloquer ces situations ;
- Le parc locatif est largement insuffisant ou inadapté (grands logements relativement anciens) pour satisfaire la demande (petits logements...) et ainsi participer à répondre à la difficulté de recrutement des employeurs ;
- On observe de nombreux logements vacants dans les bourgs.

L'OPAH est une action phare de la politique de revitalisation des centres-bourgs de CAUVALDOR et le projet de convention ci-joint valide les engagements respectifs de l'Etat (ANAH), du Département, de CAUVALDOR et des 7-Communes PVD et détaille les moyens mis en œuvre pour répondre aux enjeux identifiés. Les aides de la Commune de Gramat liées à l'OPAH (en rouge dans le tableau suivant) seront réservées au centre ancien, délimité par le secteur d'intervention Opération de Revalorisation du Territoire (ORT) (défini dans la convention ORT multisite du programme Petites Villes de Demain).

Objectif	Publics ciblés	Subvention ANAH + Département	Part CAUVALDOR (projet)	Part communale (projet)
Traiter les logements indignes / dégradés : travaux lourds	Propriétaires occupants (PO) (modestes et très modestes)	50 %, plafonné à 30 000€ 25 % plafonné à 2600 €	10% sur base ANAH soit 6 000 € de subv. maximum	10% sur base ANAH soit 6 000 € de subv. maximum
	Propriétaires bailleurs (PB)	35 % avec plafond travaux 1 000 € HT/m² et 80m² + conventionnement Jusqu'à 5 000 €	10 % sur même base que ANAH soit 8000 € maxi	10 % sur même base que ANAH soit 8000 € maxi

Rénovation énergétique et/ou adaptation autonomie	Propriétaires occupants (modestes et très modestes)	35 à 50% avec plafond + 500 à 750 € pour rénovation énergétique et jusqu'à 4000 € pour autonomie	+ prime si matériaux géo-bio sourcés ou atteinte classe A ou B	
	Propriétaires bailleurs	25 à 35 % avec plafond et conventionnement + 5000 € par logement conventionné (si classe C et 40 % de gain)	Pas d'intervention sur autonomie	
Prime de sortie de vacance (vacance de + de 2 ans)	PO/PB			30 % des travaux, plafonné à 1 000 €
Prime accession propriété dans l'ancien	PO/PB			1 500 € (primo-accédant – modeste ou très modeste)
Embellir les façades	PO/PB		20 % des travaux plafonnés à 2 000 € avec cahier des charges qualité et visibilité de l'espace public	Idem CAUVALDOR (avec plafond remonté à 4 000 € pour un immeuble)

Pour information, les plafonds ressources annuelles pour les aides de l'ANAH sont :

- Ménage très modeste 1 personnes = 16 229 € – 4 personnes = 33 246 € ;
- Ménage modeste 1 personne = 20 805 € – 4 personnes = 42 748 €.

Les propriétaires se situant au-delà de ces plafonds pourront être orientés par les animateurs de l'OPAH vers les différents dispositifs fiscaux incitatifs. Ces aides seront soumises à une validation en commission travaux et urbanisme et seront accordées dans la limite de l'enveloppe budgétaire annuelle, allouée à la présente opération. Les engagements de la Commune de Gramat pour l'OPAH pourront être les suivants :

Engagement Financier de Gramat	Montant sur 5 ans	En moyenne par an
Aide à la rénovation	90 000 €	21 000 €
Dont aide aux travaux lourds	52 000 €	13 000 €
Dont aide à la sortie de vacances	10 000 €	2 000 €
Dont aide à l'accession dans l'ancien	3 000 €	1 000 €
Dont aide aux façades	25 000 €	5 000 €

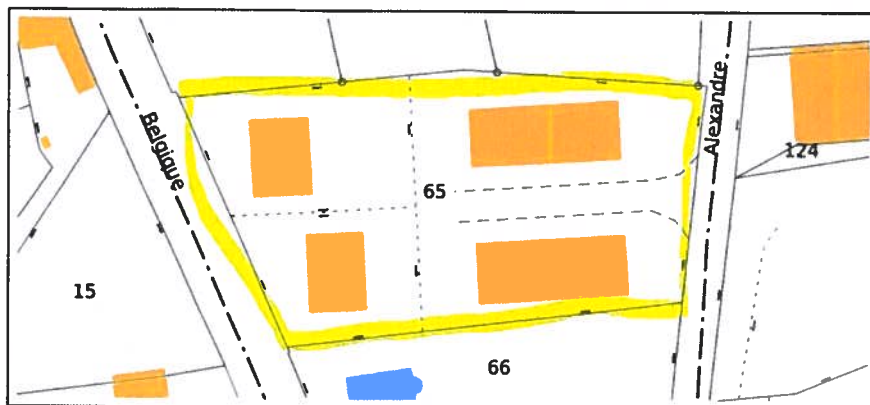
Vu la convention cadre « Petites Villes de Demain » valant ORT multisite de CAUVALDOR applicable du 09 février 2023, vu les rapports de diagnostics territoriaux, de propositions de stratégies d'intervention et de modalités opérationnelles proposées dans l'étude pré-opérationnelle, vu la délibération de la Communauté de Communes CAUVALDOR en date du 10 juillet 2023 validant les projets de convention d'opérations d'amélioration de l'habitat sur le territoire de CAUVALDOR - OPAH et PIG, le Conseil Municipal, après avoir délibéré, **à l'unanimité**, approuve le projet de convention relatif à l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat proposée par la Communauté de Communes CAUVALDOR et ses partenaires, autorise Monsieur le Maire à signer la convention et les actes nécessaires à son exécution, y compris les avenants qui s'avèreraient nécessaires, valide la participation financière de la Commune de Gramat présentée ci-dessus afin de l'inscrire au budget communal à compter de l'année 2024.

*** Monsieur COQUEAU intervient afin de savoir où en est le dossier de l'acquisition de la « Cité Rocamadour ». Monsieur le Maire lui répond que le sujet va être traité dans la délibération suivante. Concernant l'OPAH et les différents dispositifs d'aides, Monsieur PUECH souligne que pour que ce processus fonctionne et soit efficace, l'information et la communication seront capitales.*

10. OBJET : ACQUISITION PAR LA COMMUNE DE L'ENSEMBLE IMMOBILIER DENOMME « CITE ROCAMADOUR ».

Monsieur le Maire rappelle la délibération n°2023/53 par laquelle le Conseil Municipal a émis un avis favorable quant à l'acquisition par la Commune de l'ensemble immobilier dénommé « Cité Rocamadour » cédé par le Ministère de la Défense. Par un courrier daté du 11 avril 2023, les services de l'Etat ont informé la Commune de leur intention de céder l'ensemble immobilier à usage de logements pour lequel la valeur vénale a été établie par le Pôle d'Evaluation Domaniale à la somme de 245 600,00 € (deux cent quarante-cinq mille six cents euros). Pour rappel, le bien cédé, situé rue Alexandre Dumas à Gramat, référence cadastrale AR 65 est un ensemble de deux maisons et de quatre logements répartis sur deux bâtiments face à face. Le bien immobilier en question nécessitera quelques travaux de rafraîchissement et de rénovation (gaz, électricité...) dès l'achat, puis au besoin, une remise à niveau « énergétique » pouvant entrer dans le cadre du soutien du Fonds Energie. L'objectif de cette acquisition pour la Commune serait de disposer d'une réelle réserve foncière pouvant accroître le patrimoine communal « actif »

en compensation des cessions effectuées sur le foncier « inactif et/ou obsolète ». Ceci se ferait dans un contexte à but lucratif afin de renforcer les ressources annuelles propres du budget de fonctionnement de la Collectivité (environ 30 k€/an).



Vu les Articles L.240-1 et L.240-3 du Code de l'Urbanisme qui accordent aux Communes et aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) titulaires du droit de préemption urbain, une priorité sur les projets de cession des biens de l'Etat, vu que la priorité d'acquisition qui est accordée est bien réalisée dans le cadre d'un des projets prévus à l'Article L.300-1 du Code de l'Urbanisme, vu le courrier en date du 24 avril 2023 transmis par la Commune de Gramat aux services de l'Etat confirmant son souhait de faire valoir son droit de priorité d'acquisition sur l'ensemble immobilier dénommé « Cité Rocamadour » au prix de 245 600,00 € (deux cent quarante-cinq mille six cents euros), vu l'avis favorable rendu par la Commission Travaux et Urbanisme qui s'est réunie le mardi 09 mai 2023, vu l'avis favorable rendu par la Commission Finances qui s'est réunie le mardi 09 mai 2023, vu la délibération n°2023/53 du Conseil Municipal de Gramat en date du mercredi 07 juin 2023, le Conseil Municipal, après avoir délibéré, **à l'unanimité**, valide l'acquisition de l'ensemble immobilier dénommé « Cité Rocamadour », situé rue Alexandre Dumas à Gramat, référence cadastrale AR 65, cédé par le Ministère de la Défense à la valeur domaniale de 245 600,00 € (deux cent quarante-cinq mille six cents euros), précise que les crédits nécessaires à l'achat de l'ensemble immobilier sont bien inscrits au Budget Principal de la Commune, chapitre 21, compte c/2138, autorise Monsieur le Maire à signer tous les actes et documents relatifs à l'affaire citée notamment l'acte authentique d'acquisition.

*** Monsieur VERTES prend la parole afin de savoir quel mode de gestion est envisagé concernant la Cité Rocamadour. Monsieur le Maire lui répond que cela sera une gestion municipale. Un débat global entre les conseillers s'engage sur le projet, la pertinence de l'achat, le prix de l'acquisition et le montant des travaux à engager par la suite.*

11. OBJET : INSTAURATION D'UN REGLEMENT INTERIEUR POUR LES STADES MUNICIPAUX DE GRAMAT.

Monsieur le Maire expose que les stades de la Commune sont utilisés quotidiennement. Il est devenu indispensable d'établir un règlement intérieur définissant les règles d'usage des stades municipaux et de leurs équipements mais également les droits des utilisateurs ainsi que les responsabilités encourues en cas de manquement à certaines obligations fondamentales. Dans ce cadre, le Conseil Municipal, après avoir délibéré, **à l'unanimité**, valide l'arrêté municipal « portant règlement intérieur des stades municipaux et de leurs équipements ».

*** Monsieur ROUQUIE intervient sur la question et demande qui paye l'eau et l'électricité pour ces équipements. Il demande si ce sont les associations utilisatrices qui payent les fluides. Monsieur le Maire lui répond que c'est la Commune qui assume directement ces frais. Madame RUAUD soulève le problème des usages et incivilités en faisant remarquer qu'elle constate fréquemment que les lumières des équipements ne sont pas éteintes quand ces derniers ne sont pas utilisés.*

12. OBJET : ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE AU COLLEGE LA GARENNE DE GRAMAT.

Par un courrier en date du 04 juillet 2023, Madame la Principale du collège la Garenne a informé Monsieur le Maire que la Section Féminine de Rugby du collège La Garenne de Gramat a été sélectionnée pour participer à la première édition de l'Héritage Cup, Coupe du monde des collèges qui se déroulera en préambule de la Coupe du Monde de Rugby du 1^{er} au 07 septembre 2023 à Pontlevoy. Cet événement sportif exceptionnel coûte près de 6 000 euros qui seront à la charge du collège et des familles. L'établissement a donc sollicité le Conseil Municipal afin de permettre aux élèves concernés de participer à cette aventure. Ainsi, le Conseil Municipal, après avoir délibéré, **à l'unanimité**, attribue une subvention exceptionnelle à hauteur de 1 200,00 € soit 20 % du montant total au collège La Garenne de Gramat.

13. OBJET : INSTAURATION DE LA NOMENCLATURE BUDGETAIRE ET COMPTABLE M57 ET ADOPTION DU REGLEMENT BUDGETAIRE ET FINANCIER (RBF) DE LA COMMUNE DE GRAMAT.

Monsieur le Maire expose à l'assemblée délibérante que la nomenclature budgétaire et comptable M57 est l'instruction la plus récente du secteur public local. Instauré au 1^{er} janvier 2015 dans le cadre de la création des Métropoles, le référentiel M57 présente la particularité de pouvoir être appliqué par toutes les catégories de Collectivités Territoriales.

Conformément au Code Général des Collectivités Territoriales ;

Considérant qu'en application de l'Article 106-3 de la Loi n°2015-9941 du 07 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe), les Collectivités Territoriales et leurs Etablissements Publics peuvent, par délibération du Conseil Municipal, choisir d'adopter le cadre fixant les règles budgétaires et comptables M57 applicables aux métropoles ;

Vu qu'une généralisation de la M57 à toutes les catégories de Collectivités Locales est envisagée au 1^{er} janvier 2024 ;
Vu que le référentiel M57 présente la particularité de pouvoir être appliqué par toutes les catégories de Collectivités Territoriales (Régions, Départements, Etablissements Publics de Coopération Intercommunale [EPCI] et Communes) ;
Considérant que ledit référentiel reprend les éléments communs aux cadres Communal, Départemental et Régional existants et, lorsque des divergences apparaissent, retient plus spécialement les dispositions applicables aux Régions ;
Considérant que le référentiel M57 étend à toutes les Collectivités, les règles budgétaires assouplies dont bénéficient déjà les Régions offrant une plus grande marge de manœuvre aux gestionnaires :

- Gestion pluriannuelle des crédits assouplie (autorisations de programme en investissement et autorisations d'engagement en fonctionnement) votée en lecture directe au sein des documents budgétaires (et non de façon séparée) ;
- Meilleure fongibilité des crédits : en effet, une faculté est donnée à l'organe délibérant de déléguer à l'exécutif la possibilité de procéder, dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections, à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel (Chap. 012). Ces mouvements font alors l'objet d'une communication à l'assemblée au plus proche Conseil Municipal suivant cette décision ;
- Possibilité de voter des crédits pour dépenses imprévues à hauteur de 2 % des dépenses réelles de chaque section comportant uniquement des AE/CP ;
- Assouplissement du régime de certaines corrections d'erreurs sur exercices antérieurs par une méthode non budgétaire (correction directe par le Comptable Public) ;

Considérant que cette nomenclature impose l'adoption d'un règlement budgétaire et financier (RBF) qui constituera un élément de cadrage de l'activité budgétaire de la Collectivité par le Conseil Municipal ;

Compte tenu que le périmètre de cette nouvelle norme budgétaire et comptable serait celui des budgets gérés selon la nomenclature M14 soit pour la Commune de Gramat, son budget principal (Budgets annexes Eau & Assainissement [M49], Cinéma [M4] et Résidence de Tourisme « Les Ségalières » [M4] non concernés) ;

Considérant que le Comptable Public a émis, le 21 août 2023, un avis favorable pour le passage à la M57 de la Collectivité de Gramat au 01 janvier 2024 ;

Etant donné que le passage à la M57 est réputé sans conséquence sur le vote du budget à certaines exceptions près : les autorisations de programme et autorisations d'engagement dont le périmètre est identique à celui de la M 14 font l'objet de délibérations budgétaires et d'une présentation de gestion pluriannuelle lors du vote du compte administratif ;

Considérant qu'au niveau comptable les fonctions et, dans une moindre mesure, les natures comptables sont modifiées (les changements de comptes concernent surtout la section d'investissement). Les produits et charges réelles à caractère exceptionnel (chapitre 67 et 77) voient leurs périmètres se restreindre très fortement ;

Vu que le règlement budgétaire et financier (RBF) peut utilement reprendre les règles et pratiques en vigueur concernant :

- Le calendrier budgétaire (orientations budgétaires, budget, DM, etc...) ;
- La méthodologie budgétaire (audition des services, réunions d'harmonisation, cadrage Elus et DGS, arbitrages Elus et Maire, présentation et diffusion des maquettes budgétaires, saisies des inscriptions, etc...) ;
- L'inscription du budget dans une perspective pluriannuelle : plan pluriannuel d'investissement, prospective financière etc... ;
- Les règles comptables : amortissements, provisions ;
- Les régies.

Le Conseil Municipal, après avoir délibéré, **à l'unanimité**, décide de l'instauration de la nomenclature budgétaire et comptable M57, pour le Budget Principal de la Commune, à compter du 1^{er} janvier 2024 et approuve le règlement budgétaire et financier joint en annexe et les différentes dispositions qu'il contient.

*** Le Directeur Général des Services présente le dispositif et le travail effectué à l'assemblée délibérante.*

14. OBJET : INSTAURATION DE LA TAXE D'HABITATION SUR LE LOGEMENT VACANT (THLV).

Monsieur le Maire expose que les dispositions de l'Article 1407-bis du Code général des impôts permettent au Conseil Municipal d'assujettir les logements vacants à la taxe d'habitation, en soumettant à imposition les logements non occupés depuis au moins deux années consécutives au 1^{er} janvier de l'année d'imposition. Les exonérations sont les suivantes :

- Logement vacant indépendamment de la volonté du propriétaire ;
- Logement occupé plus de 90 jours de suite (3 mois) au cours d'une année ;
- Logement nécessitant des travaux importants pour être habitable ;
- Résidence secondaire meublée, déjà soumise à la taxe d'habitation.

Si les propriétaires peuvent justifier la vacance du logement et ainsi bénéficier d'un dégrèvement, celui-ci sera à la charge de la Commune. La délibération doit être prise avant le 1^{er} octobre 2023 pour une taxation mise en œuvre à partir de 2024. L'instauration de cette taxe intervient dans le contexte d'une forte vacance de logement à Gramat (17,7 % pour une moyenne de 12 % sur le territoire CAUVALDOR et de 8 % en France) et d'une certaine tension sur le marché du logement (des besoins non satisfaits de potentiels habitants). Parallèlement, vont être mises en œuvre des actions incitatives dans le cadre de l'OPAH : aide à la rénovation pour les propriétaires privés et animations pour aider les propriétaires à faire sortir leur bien de la vacance. A ce jour, il reste difficile d'évaluer précisément le produit escompté pour l'exercice 2024 car une partie de la vacance évolue et la mise en place par l'Etat de l'obligation de déclarer la situation des biens immobiliers (via le service « Gérer Mes Biens Immobiliers ») risque de remanier les données disponibles pour calculer ladite taxe. Les services des impôts communiqueront à la Commune la base taxable en début d'année 2024 en amont du vote des taxes locales et du budget communal. A titre indicatif,

à partir des données actuelles transmises par les services fiscaux, la base potentielle de taxation de la THLV serait d'environ 135 000 € soit un produit estimatif, au taux communal actuel de 9,74 %, d'environ 13 000 €. Conformément à l'Article 1407-bis du Code général des impôts, le Conseil Municipal, après avoir délibéré, décide d'assujettir les logements vacants à la taxe d'habitation à compter du 1^{er} janvier 2024.

Pour (19) : SYLVESTRE Michel, RUAUD Maria de Fatima, MICHAUX Martine, PUECH Roland, BACH Hélène, ROUQUIE Vincent, GARRIGUES Françoise, POIRRIER Michelle, COQUEAU Stéphane, LAVERGNE Frédéric, BRAMOND Philippe, ELIAS Marie-José, CHAVET-JABOT Francis, ALIBERT Sylvie, GROUGEARD Michel, DELEUZE Christian, GARBE Daniel, MAIGNE Solange, MIAGKOFF-LAFEUILLE Benoît.

Contre (2) : SERMET Jean-Claude, VERTES Alain.

*** Monsieur VERTES prend la parole afin de préciser qu'il est contre cette taxation. Il justifie sa position en se basant sur son expérience dans une autre ville dans laquelle ce processus ne fonctionne pas. Monsieur PUECH intervient et s'interroge sur qui va arbitrer sur ce qui est « vacant » et « non vacant ». Monsieur COQUEAU souhaite savoir s'il y aura également une taxation sur les locaux commerciaux. Monsieur le Maire lui répond par la négative.*

15. OBJET : DECISION MODIFICATIVE N°2 – BUDGET PRINCIPAL DE LA COMMUNE – EXERCICE 2023.

Monsieur le Maire expose à l'assemblée délibérante les situations financières nécessitant des ajustements budgétaires au Budget Principal de la Commune.

- 1) Faisant suite au signalement par le Service de Gestion Comptable de Saint-Céré d'une erreur d'imputation comptable, il est nécessaire d'opérer un transfert de crédits à hauteur de 56 508,00 € (participation/remboursement frais de fonctionnement des écoles) du Chapitre 011, c/62878 « *remboursement de frais à d'autres organismes* » vers le chapitre 65, c/6558 « *autres contributions obligatoires* » ;
- 2) Afin de palier l'augmentation des cotisations des assurances du personnel, l'augmentation du SMIC au 1^{er} mai 2023, l'augmentation du point d'indice des fonctionnaires au 1^{er} juillet 2023 ainsi que l'actualisation des grilles de catégorie C et B, il est nécessaire d'amputer le Chapitre 022, c/022 « *dépenses imprévues* » de 10 000,00 € afin d'abonder du même montant, le Chapitre 012, c/64111 « *rémunération principale* », c/64131 « *rémunérations* » et c/6455 « *cotisations pour assurance du personnel* » ;
- 3) Afin de procéder à l'achat définitif par la Collectivité de l'ensemble immobilier dénommé « Cité Rocamadour », il est nécessaire de réaffecter des crédits en abondant le Chapitre 21, c/2138 « *autres constructions* » à hauteur de 245 600,00 € et en amputant différents comptes et opérations du même chapitre.

Le Conseil Municipal, après avoir délibéré, **à l'unanimité**, adopte la décision modificative n°2 du Budget Principal de la Commune présentant les écritures budgétaires suivantes :

Budget Principal de la Commune				
Décision modificative n°2 du 14 septembre 2023				
Libellés de comptes	Comptes	Dépenses	Comptes	Recettes
SECTION FONCTIONNEMENT				
011 – Charges à caractère général :				
<i>Remboursement de frais à d'autres organismes</i>	<i>c/62878.211</i>	<i>- 56 508,00 €</i>	-	-
012 – Charges de personnel et frais assimilés :				
<i>Rémunération principale</i>	<i>c/64111.020</i>	<i>6 200,00 €</i>	-	-
<i>Rémunérations</i>	<i>c/64131.020</i>	<i>2 650,00 €</i>	-	-
<i>Cotisations pour assurance du personnel</i>	<i>c/6455.020</i>	<i>1 150,00 €</i>	-	-
022 – Dépenses imprévues :				
<i>Dépenses imprévues</i>	<i>022.01</i>	<i>-10 000,00 €</i>	-	-
65 – Autres charges de gestion courantes :				
<i>Autres contributions obligatoires</i>	<i>c/6558.212</i>	<i>24 112,00 €</i>	-	-
<i>Autres contributions obligatoires</i>	<i>c/6558.211</i>	<i>32 396,00 €</i>	-	-
TOTAL // Section Fonctionnement :	-	0,00 €	-	-
SECTION INVESTISSEMENT				
21 – Immobilisations corporelles :				

Constructions autres bâtiments publics	21318.020	-20 000,00 €	-	-
Autres constructions	2138.020	245 600,00 €	-	-
Installations de voirie	2152.820	-20 000,00 €	-	-
Matériel de bureau et matériel informatique	2183.020	-20 000,00 €	-	-
Autres immobilisations corporelles	2188.020	-35 600,00 €	-	-
Opération 9018 – Ateliers communaux :				
Matériel roulant - voirie	21571.020	-80 000,00 €	-	-
Opération 9155 – Aménagement Lumière :				
Installations, matériels et outillages techniques	2315.814	-70 000,00 €	-	-
TOTAL // Section Investissement :	-	0,00 €	-	-

**** Le Directeur Général des Services présente et explique les différents mouvements au Conseil Municipal.**

16. OBJET : ORGANISATION DU TEMPS DE TRAVAIL AU SEIN DES SERVICES DE LA COLLECTIVITE DE GRAMAT.

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal :

- **D'une part, en rappelant le contexte ci-après :**

Depuis la Loi n° 2001-2 du 3 janvier 2001 relative à la résorption de l'emploi précaire et à la modernisation du recrutement dans la Fonction Publique ainsi qu'au temps de travail dans la Fonction Publique Territoriale, la durée hebdomadaire de temps de travail est fixée à 35 heures par semaine et la durée annuelle est de 1 607 heures. Cependant, les Collectivités Territoriales bénéficiaient, en application de l'Article 7-1 de la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, de la possibilité de maintenir les régimes de travail mis en place antérieurement à l'entrée en vigueur de la Loi n° 2001-2 du 3 janvier 2001. Or, la Loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la Fonction Publique prévoit la suppression des régimes dérogatoires aux 35 heures maintenus dans certains Etablissements Publics et Collectivités Territoriales et un retour obligatoire aux 1 607 heures annuelles de travail. En ce sens, en 2017, la Circulaire NOR : RDFF1710891C du 31 mars 2017 relative à l'application des règles en matière de temps de travail dans les trois versants de la Fonction Publique rappelait qu'il est « de la responsabilité des employeurs publics de veiller au respect des obligations annuelles de travail de leurs agents ». Ainsi, tous les jours de repos octroyés en dehors du cadre légal et réglementaire qui diminuent la durée légale de temps de travail en deçà des 1 607 heures doivent être supprimés.

- **D'autre part, en retraçant le cadre légal et réglementaire suivant :**

Conformément à l'Article 1^{er} du Décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001, « les règles relatives à la définition, à la durée et à l'aménagement du temps de travail applicables aux agents des Collectivités Territoriales et des Etablissements Publics en relevant sont déterminées dans les conditions prévues par le Décret du 25 août 2000 » relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la Fonction Publique de l'Etat, par délibération après avis du Comité Social Territorial.

Par conséquent, pour un agent à temps complet :

- La durée hebdomadaire de temps de travail effectif est fixée à 35 heures ;
- La durée annuelle de temps de travail effectif est de 1 607 heures, heures supplémentaires non comprises.

Le décompte des 1 607 heures s'établit comme suit :

Nombre total de jours sur l'année :	365
Nombre de jours non travaillés :	
- Repos hebdomadaires : 2 jours x 52 semaines	- 104
- Congés annuels : 5 fois les obligations hebdomadaires de travail	- 25
- Jours fériés	- 8
Total :	137
Nombre de jours travaillés (365 – 137) =	228
Nombre d'heures travaillées annuellement :	
Nombre de jours x 7 heures, soit 228 jours x 7h =	1 596 h arrondi légalement à 1 600 h
+ la journée de solidarité :	7 h
TOTAL de la durée annuelle :	1 607 h

Par ailleurs, les Collectivités peuvent définir librement les modalités concrètes d'accomplissement du temps de travail dès lors que la durée annuelle de travail et les garanties minimales suivantes prévues par la réglementation sont respectées :

- La durée annuelle légale de travail pour un agent travaillant à temps complet est fixée à 1 607 heures (soit 35 heures hebdomadaires) ;
- La durée hebdomadaire du travail effectif, heures supplémentaires comprises, ne peut dépasser 48 heures par semaine, ni 44 heures en moyenne sur une période de 12 semaines consécutives ;
- Les agents doivent disposer d'un repos hebdomadaire d'une durée au moins égale à 35 heures et comprenant en principe le dimanche ;
- La durée quotidienne du travail ne peut excéder 10 heures ;
- Les agents doivent bénéficier d'un repos minimum quotidien de 11 heures ;
- L'amplitude maximale de la journée de travail est fixée à 12 heures ;
- Le travail de nuit comprend au moins la période comprise entre 22 heures et 5 heures ou une autre période de sept heures consécutives comprise entre 22 heures et 7 heures ;
- Aucun temps de travail quotidien ne peut atteindre 6 heures sans que les agents bénéficient d'un temps de pause d'une durée minimale de 20 minutes.

Il est possible de prévoir un ou plusieurs cycles de travail, afin de tenir compte des contraintes propres à chaque service et de rendre ainsi un meilleur service à l'usager. Les horaires de travail sont définis à l'intérieur du cycle, qui peut varier entre le cycle hebdomadaire et le cycle annuel. Le temps de travail peut également être annualisé notamment pour les services alternant des périodes de haute activité et de faible activité. Dans ce cadre, l'annualisation du temps de travail répond à un double objectif :

- Répartir le temps de travail des agents pendant les périodes de forte activité et le libérer pendant les périodes d'inactivité ou de faible activité ;
- Maintenir une rémunération identique tout au long de l'année, c'est-à-dire y compris pendant les périodes d'inactivité ou de faible activité.

Ainsi, les heures effectuées au-delà de la durée hebdomadaire de travail de l'agent dont le temps de travail est annualisé pendant les périodes de forte activité seront récupérées par ce dernier pendant les périodes d'inactivité ou de faible activité. En outre, conformément à l'Article 6 de la Loi n° 2004-626 du 30 juin 2004 relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées, une journée de solidarité est instituée en vue d'assurer le financement des actions en faveur de l'autonomie des personnes âgées ou handicapées. Cette dernière prend la forme d'une journée supplémentaire de travail non rémunérée pour les agents (fonctionnaires et agents contractuels). Cette journée de solidarité est incluse dans la durée légale annuelle de temps de travail, qui est de 1 607 heures pour un agent à temps complet. Pour les agents à temps non complet ou à temps partiel, la durée de travail supplémentaire est proratisée en fonction de leurs obligations hebdomadaires de service. Dans la Fonction Publique Territoriale, cette journée est fixée par délibération, après avis du Comité Technique : cette dernière a été prise par la Collectivité Gramatoise le 12 décembre 2006. Lorsque le cycle de travail hebdomadaire dépasse 35 heures, c'est-à-dire que la durée annuelle du travail dépasse 1 607 heures, des jours d'aménagement et de réduction du temps de travail (ARTT) sont accordés afin que la durée annuelle du travail effectif soit conforme à la durée annuelle légale de 1 607 heures. Le nombre des jours de repos prévus au titre de la réduction du temps de travail est calculé en proportion du travail effectif accompli dans le cycle de travail et avant prise en compte de ces jours. A cette fin, la Circulaire n° NOR MFPF1202031C relative aux modalités de mise en œuvre de l'Article 115 de la Loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 précise que le nombre de jours d'ARTT attribués annuellement est de :

- 3 jours ouvrés par an pour 35h30 hebdomadaires ;
- 6 jours ouvrés par an pour 36 heures hebdomadaires ;
- 9 jours ouvrés par an pour 36h30 hebdomadaires ;
- 12 jours ouvrés par an pour 37 heures hebdomadaires ;
- 15 jours ouvrés par an pour 37h30 hebdomadaires ;
- 18 jours ouvrés par an pour 38 heures hebdomadaires ;
- 20 jours ouvrés par an pour un travail effectif compris entre 38h20 et 39 heures hebdomadaires ;
- 23 jours ouvrés par an pour 39 heures hebdomadaires.

Les agents à temps non complet ne peuvent bénéficier de jours d'ARTT. Pour les agents exerçant leurs fonctions à temps partiel, le nombre de jours d'ARTT est proratisé à hauteur de leur quotité de travail (*dont le nombre peut être arrondi à la demi-journée supérieure*).

Durée hebdomadaire de travail :	37h	36h
Nombre de jours ARTT pour un agent à temps complet :	12	6
Temps partiel 80% de 37h :	9,6	4,8
Temps partiel 50% de 36h :	6	3

Les absences au titre des congés pour raison de santé réduisent à due proportion le nombre de jours d'ARTT que l'agent peut acquérir, conformément aux préconisations de la Circulaire n° NOR MFPF1202031C du 18 janvier 2012 relative aux modalités de mise en œuvre de l'Article 115 de la Loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011.

Monsieur Le Maire rappelle enfin que pour des raisons d'organisation et de fonctionnement de l'ensemble des services de la Collectivité et afin de répondre au mieux aux besoins des usagers, il convient en conséquence d'instaurer pour les services de la Commune des cycles de travail différents. Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), vu le Code Général de la Fonction Publique et notamment les Articles L.611-1 à L.611-2, L.612-1 à L.612-8, L.612-12 à L.612-14, L.613-1 à L.613-6,

L.621-11 et L.621-12, vu la Loi n° 2004-626 du 30 juin 2004 relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées, vu la Loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la Fonction Publique et notamment son Article 47, vu le Décret n° 85-1250 du 26 novembre 1985 modifié relatif aux congés annuels des fonctionnaires territoriaux, vu le Décret n° 88-145 du 15 février 1988 modifié relatif aux agents contractuels de la Fonction Publique Territoriale, vu le Décret n° 2000-815 du 25 août 2000 modifié relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la Fonction Publique de l'Etat, vu le Décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001 modifié pris pour l'application de l'Article 7-1 de la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la Fonction Publique Territoriale, vu l'avis du Comité Social Territorial de la Collectivité de Gramat en date du mercredi 05 juillet 2023, le Conseil Municipal, après avoir délibéré, à **l'unanimité**, décide des éléments ci-après :

Article 1 : Fin de tout régime dérogatoire.

Tous les jours de congés non prévus par le cadre légal et réglementaire sont supprimés afin de garantir le respect de la durée légale du temps de travail qui est fixée à 1 607 heures, dans les conditions rappelées ci-dessus.

Article 2 : Détermination des cycles de travail.

Dans le respect du cadre légal et réglementaire relatif au temps de travail énoncé préalablement, l'organisation des cycles de travail au sein des services de la Collectivité est fixée comme suit :

✓ Service à la Population et à l'Administration Générale, Secrétariat du Maire et Cellule Marchés Publics :

5 cycles de travail hebdomadaires prévus :

- 28h par semaine sur 3,5 jours ;
- 35h par semaine sur 4 jours ;
- 35h par semaine sur 4,5 jours ;
- 37h par semaine sur 5 jours ouvrant droit à 12 jours d'ARTT par an ;
- 40h par semaine certaines semaines de l'année en raison du samedi travaillé ouvrant droit à 12 jours d'ARRT par an et récupération après service fait et selon les nécessités de service, des 3 heures de travail du samedi, dans un délai maximum d'un mois, avec accord du responsable de service ou du DGS en l'absence du responsable.

Un planning hebdomadaire précisant la répartition du nombre d'heures journalières sur la semaine sera notifié à l'agent.

Bornes horaires quotidiennes : Les agents peuvent opter pour des horaires individualisés tenant compte des nécessités de service. Selon le planning de l'agent, l'heure d'arrivée est fixée à : 7h30, 8h00, 8h30 ou 9h00 et l'heure de départ est fixée à 17h00, 17h30 ou 18h00. De facto, les plages variables sont de 7h30 à 9h00 et de 17h00 à 18h00 et les plages fixes de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00.

Bornes hebdomadaires : Du lundi au vendredi ou du lundi au samedi. La Mairie est ouverte au public du lundi au vendredi de 8h30 à 12h00 et 14h00 à 17h00 sauf le mardi après-midi et de 9h00 à 12h00 le samedi.

Modalités de la pause méridienne : Elle débute à 12h00 pour s'étaler jusqu'à 14h00. Selon le planning de l'agent, elle est au minimum de 30 minutes et au maximum de 2 heures.

✓ Service Technique :

2 cycles de travail hebdomadaires prévus :

- 21h30 par semaine sur 2,5 jours ;
- 36h par semaine sur 5 jours ouvrant droit à 6 jours d'ARTT par an.

Bornes horaires quotidiennes :

Les agents du service technique dont l'activité est liée souvent aux conditions climatiques sont soumis à des horaires de travail différents selon les deux périodes suivantes :

- De janvier à fin mai et de mi-septembre à fin décembre : l'heure d'arrivée est fixée à 8h00 et l'heure de départ est fixée à 17h00 le lundi, le mardi et le mercredi et à 16h30 le jeudi et le vendredi ;
- De juin à mi-septembre : l'heure d'arrivée est fixée à 7h00 et l'heure de départ est fixée à 16h00 le lundi, le mardi et le mercredi et à 15h30 le jeudi et le vendredi.

Bornes hebdomadaires : Du lundi au vendredi, *(sauf nécessité de service)*.

Modalités de la pause méridienne : Elle est d'1h30 de 12h00 à 13h30.

✓ Service Culture, Archives et Communication :

- Bibliothèque :

2 cycles de travail hebdomadaires prévus :

- Cycle inférieur à 35h par semaine sur 4 jours pour deux agents à temps non complet ;
- 35h par semaine sur 5 jours.

Un planning hebdomadaire précisant la répartition du nombre d'heures journalières sur la semaine sera notifié à l'agent.

Bornes horaires quotidiennes : L'heure d'arrivée est fixée à 8h30 et l'heure de départ est fixée à 18h00. L'amplitude horaire journalière peut varier lorsque des animations ont lieu en soirée : les heures faites au-delà du cycle journalier de l'agent sont récupérées selon les nécessités de service dans un délai maximum d'un mois avec accord du responsable de service ou du DGS en l'absence du responsable.

Bornes hebdomadaires : Du lundi au vendredi ou du lundi au samedi. La bibliothèque est ouverte au public les matinées de 10h00 à 12h00 les mardis, mercredis, jeudis et samedis, puis les après-midis de 13h30 à 18h00 les mercredis, vendredis et samedis (soit 21h30 par semaine d'ouverture au public).

Modalités de la pause méridienne : Elle débute à 12h00 pour s'étaler jusqu'à 14h00. Selon le planning de l'agent, elle est au minimum de 30 minutes et au maximum de 2 heures.

- **Cinéma :**

Cycle de travail annualisé : Un agent à temps complet à 1 607 heures annuelles et un agent à temps non complet à 1 377h15 annualisées.

Bornes horaires quotidiennes : Heure minimale d'arrivée à 14h30 et heure maximale de départ à 1h30, sauf lors des soirées à thème pour lesquelles l'heure de départ peut varier de 2h00 à 7h00.

Travail de nuit : 22h00 à 1h30 et exceptionnellement, lors des événements comme « la nuit de l'Horreur », le travail de nuit débute à 22h00 et se termine à 7h00.

Bornes hebdomadaires : Du mardi au samedi ou du mercredi au dimanche selon les deux jours de repos.

✓ **Service Éducation Jeunesse :**

2 cycles de travail prévus :

- 37h par semaine sur 5 jours ouvrant droit à 12 jours d'ARTT par an ;
- Cycle avec temps de travail annualisé à 1 607 heures pour les agents à temps complet et temps annuel proratisé pour les agents à temps non complet.
- ❖ Période de forte activité : 36 semaines scolaires et durant les vacances scolaires pour les agents qui travaillent à l'accueil de loisirs ;
- ❖ Période de faible activité : vacances scolaires pour les agents qui ne travaillent pas à l'accueil de loisirs ;
- ❖ Régime du forfait : les animateurs saisonniers recrutés en Contrat d'Engagement Educatif (CEE) sont rémunérés selon un forfait journalier avec des journées de travail pouvant être au maximum de 9h30 ou 10h00 sans dépasser un cycle hebdomadaire de 48 heures.

Bornes horaires quotidiennes :

- Services scolaire – périscolaire et extrascolaire : L'heure d'arrivée minimum des agents est fixée à 7h30 et l'heure de départ maximum à 18h30 ;
- Restauration scolaire : L'heure d'arrivée est fixée à 7h00 et l'heure de départ à 16h30.
- Entretien des locaux : L'heure d'arrivée minimum des agents est fixée à 6h00 et l'heure de départ maximum à 19h00.

Bornes hebdomadaires : Du lundi au vendredi.

Modalités de pause : Pour certains agents : journée continue avec 20 minutes de pause au-delà de 6 heures consécutives de travail.

✓ **Service Police Municipale :**

2 cycles de travail prévus :

- 35h par semaine sur 4,5 jours ;
- 37h par semaine sur 5 jours ouvrant droit à 12 jours d'ARTT par an.

Un planning hebdomadaire sera remis à l'agent précisant la répartition du nombre d'heures journalières sur la semaine.

Bornes horaires quotidiennes :

Selon le planning de l'agent, l'heure d'arrivée est fixée à : 7h00, 7h30, 8h00 ou 8h30 et l'heure de départ est fixée à 16h30 ou 17h00, (*sauf nécessité de service, horaires d'été décalés sur soirées*).

Bornes hebdomadaires : Du lundi au vendredi. La police municipale est ouverte au public du lundi au jeudi de 8h à 12h00 et 13h30 à 17h00 et le vendredi de 8h à 12h00 et de 14h00 à 16h30. Le bureau est exceptionnellement fermé lors des interventions sur le terrain exigeant la mobilisation des trois agents du service. (*sauf nécessité de service, horaires d'été décalés sur soirées*).

Modalités de la pause méridienne : Elle débute à 12h00 pour s'étaler jusqu'à 14h00. Selon le planning de l'agent, sa durée peut varier de 1h30 à 2 heures.

✓ **Service Tourisme :**

3 cycles de travail prévus :

- 1 cycle avec temps de travail annualisé à 1 607 heures pour les agents à temps complet ;
- 2 cycles hebdomadaires pour les agents saisonniers à temps non complet : 8h par semaine et 20h par semaine.

En saison, les agents saisonniers travaillent les samedis à raison de 8 heures de travail journalier.

Bornes horaires quotidiennes :

Hors saison (novembre à avril) : L'heure d'arrivée est fixée à 8h00 et l'heure maximum de départ est fixée à 16h00 du lundi au vendredi ;

En saison (mai à octobre) : L'heure d'arrivée est fixée à 8h00 du lundi au dimanche. L'heure maximum de départ est fixée à 19h00 du lundi au vendredi et à 20h le samedi.

Bornes hebdomadaires :

Hors saison (novembre à avril) : Du lundi au vendredi ;

En saison (mai à octobre) : Du lundi au dimanche matin.

Modalités de la pause méridienne : Elle débute à 12h00 pour s'étaler jusqu'à 14h00. Selon le planning de l'agent, elle est au minimum d'une heure et au maximum de deux heures.

Article 3 : Cycle de travail annualisé.

- Service Éducation Jeunesse :

Dans le cadre de l'annualisation, le responsable de service remet à chaque agent, au début de chaque année scolaire, un planning annuel de travail précisant les jours et horaires de travail. Les temps de repos compensateurs et les congés annuels sont identifiés sur un logiciel de gestion des congés (ManaTime). Pour les agents ne travaillant pas à l'accueil de loisirs, le temps de récupération et de congés annuels doivent être pris pendant les vacances scolaires.

- Service Tourisme :

Dans le cadre de l'annualisation, le responsable de service remet à chaque agent, en début de chaque année, un planning annuel de travail précisant les jours et horaires de travail et les repos compensateurs. Les heures effectuées au-delà de la durée hebdomadaire de travail de l'agent pendant les périodes de forte activité seront récupérées par ce dernier pendant les périodes d'inactivité ou de faible activité. Les congés annuels sont posés en priorité pendant les périodes de faible activité.

- Cinéma :

Dans le cadre de l'annualisation, un planning annuel est établi en accord avec le responsable de service et les deux projectionnistes au regard de la programmation hebdomadaire des films et des animations prévues, en tenant compte des deux jours de repos hebdomadaires et de la planification des congés annuels. En effet, en cas de maladie, seuls les congés annuels sont reportés de plein droit.

Article 4 : Dérogation liées à des sujétions particulières.

- Astreintes :

Une période d'astreinte est une période pendant laquelle l'agent, sans être à la disposition permanente et immédiate de son employeur, a l'obligation de demeurer à son domicile ou à proximité afin d'être en mesure d'intervenir pour effectuer un travail au service de la Collectivité. Si l'astreinte comporte une intervention et donc une période de travail effectif, l'Autorité Territoriale devra veiller à ce que ce temps d'intervention s'inscrive dans le respect des garanties minimales. Les heures effectuées peuvent être indemnisées ou récupérées selon la réglementation en vigueur. Au sein de la Collectivité de Gramat, seuls les agents du service technique peuvent être amenés à effectuer des astreintes (confer délibération du 06 juillet 2009 instaurant les astreintes).

- Travail de nuit :

Seuls les agents du cinéma ont un cycle de travail avec des horaires de nuit. Ces heures comptabilisées dans la durée hebdomadaire de travail sont considérées comme un service normal. À ce titre, la Collectivité a instauré une indemnité horaire pour travail normal de nuit (confer délibération du 28 janvier 2009).

Article 5 : Dérogation d'horaires.

Toute modification relative aux plages horaires est soumise à l'accord du responsable de service ou du DGS en l'absence du responsable ainsi que toute récupération éventuelle.

Article 6 : Heures supplémentaires ou complémentaires.

Les heures supplémentaires sont les heures effectuées au-delà des bornes horaires définies par les cycles de travail ci-dessus. Ces heures ne peuvent être effectuées qu'à la demande expresse de l'Autorité Territoriale, du DGS ou du responsable de service. Les heures supplémentaires ne peuvent dépasser un plafond mensuel de 25 heures pour un temps complet y compris les heures accomplies les dimanches et jours fériés ainsi que celles effectuées la nuit.

Article 7 : Travail les jours fériés.

Lorsqu'un jour férié est travaillé dans le cadre de l'activité habituelle, il entre dans la formule de calcul de la durée de travail effective annuelle (1607 heures pour un temps complet) comme jour travaillé et n'ouvre pas droit à récupération.

Lorsqu'un jour férié est exceptionnellement travaillé, le caractère inhabituel du travail se traduit en paiement d'heures supplémentaires IFTS ou IHTS au taux de l'heure des dimanches et jours fériés selon barème ou en récupération dans la limite de majoration qu'aurait été la rémunération.

Article 8 : Modalités de réalisation de la journée de solidarité.

- Travail d'un jour de réduction du temps de travail tel que prévu par les règles en vigueur : les agents dont le cycle de travail hebdomadaire est de 37 heures disposeront annuellement de 11 jours d'ARTT au lieu de 12 et les agents dont le cycle de travail hebdomadaire est de 36 heures auront annuellement 5 jours d'ARTT au lieu de 6.

Ou

- Les agents n'ayant pas d'ARTT et dont le cycle de travail hebdomadaire est de 35 heures devront travailler 7 heures de plus au cours de l'année. Pour les agents travaillant à temps non complet ou à temps partiel, la durée de travail supplémentaire sera proratisée en fonction de leurs obligations hebdomadaires de service. Les heures pourront être

fractionnées sur l'année ; dans ce cas, un état sera matérialisé par le service des Ressources Humaines et chaque responsable de service devra en assurer le suivi et le viser.

Sauf disposition expresse de l'Assemblée délibérante prise sur un nouvel avis du Comité Social Territorial compétent, ces dispositions seront reconduites tacitement chaque année.

Article 9 : Modalités des jours d'ARTT.

Les jours d'ARTT ne sont pas juridiquement des congés annuels et ne sont donc pas soumis aux règles définies notamment par le Décret n° 85-1250 du 26 novembre 1985 relatif aux congés annuels des fonctionnaires territoriaux. Ainsi, ces jours d'ARTT peuvent être pris, sous réserve des nécessités de service :

- De manière groupée (plusieurs jours consécutifs) ;
- Sous la forme de jours isolés ;
- Sous la forme de demi-journées.

Les jours d'ARTT non pris au titre d'une année ne peuvent être reportés sur l'année suivante. Ils peuvent, le cas échéant, être déposés sur un Compte Epargne Temps (CET). En cas d'absence de l'agent entraînant une réduction des jours d'ARTT, ces jours seront défalqués au terme de l'année civile de référence. Dans l'hypothèse où le nombre de jours ARTT à défalquer serait supérieur au nombre de jours d'ARTT accordés au titre de l'année civile, la déduction s'effectuera sur l'année N+1. En cas de mobilité, un solde de tout compte doit être communiqué à l'agent concerné.

Article 10 : Jours de fractionnement.

Un jour de congé supplémentaire est attribué à l'agent dont le nombre de jours de congé pris en dehors de la période du 1^{er} mai au 31 octobre est de cinq, six ou sept jours ; il est attribué un deuxième jour de congé supplémentaire lorsque ce nombre est au moins égal à huit jours. Lorsque l'agent peut prétendre à ces jours, il en a connaissance en N+1 sur le logiciel de gestion des congés (ManaTime).

Article 11 : Abrogation de deux délibérations antérieures.

Dès que cette délibération sera rendue exécutoire, la délibération du 13 décembre 2001 portant sur l'application de l'aménagement et de la réduction du temps de travail et celle du 12 décembre 2006 relative à la journée de solidarité pour les personnes âgées seront abrogées.

*** Le Directeur Général des Services présente et explique le dispositif « des 1607h » aux Conseillers Municipaux.*

17. OBJET : QUESTIONS DIVERSES.

*** Monsieur le Maire prend la parole et exprime son fort mécontentement concernant la nouvelle fermeture de la gare de Gramat. Aucune information n'a été faite. Cette dernière est encore fermée pour 4 jours.*

Monsieur le Maire évoque également la démission de Madame ELLAS de la rédaction du « Gramat Infos ». Il demande si certains conseillers sont intéressés pour reprendre cette tâche. Madame GARRIGUES se manifeste mais au regard de son investissement pour les projets « adressage » et « recensement 2024 », il est préférable de ne pas lui rajouter du travail supplémentaire. Monsieur VERTES demande la fréquence de publication. Monsieur le Maire lui répond 3 fois par an. Monsieur VERTES accepte de remplacer Madame ELLAS s'il est accompagné d'un autre Conseiller. Madame MICHAUX est d'accord pour travailler en binôme avec Monsieur VERTES. Madame ELLAS accepte d'assurer « un tuilage » les premiers temps.

Monsieur le Maire fait appel aux conseillers pour participer au travail mené sur l'adressage qui demande un temps considérable. A ce jour, seulement deux Elues et deux agents communaux sont positionnés sur ce projet ce qui est grandement insuffisant. Pas de retour.

Enfin, Monsieur le Maire informe l'assemblée que la campagne de recensement 2024 commencera prochainement et qu'il serait souhaitable que les conseillers puissent apporter, là aussi, leur aide afin que cela se passe au mieux. Monsieur le Maire précise que l'Elue référente sur ce dossier est Madame GARRIGUES. Pas de retour.

Monsieur ROUQUIE intervient pour dire que le Cabinet Clamadieu empiète de quelques centimètres sur le domaine public (rue de la poste) et que ce n'est pas normal.

Monsieur PUECH fait un point d'avancement sur le dossier de réhabilitation du dojo de Gramat. Il précise qu'il y a un lot infructueux et des lots non-suivis. Nous sommes donc contraints de relancer des consultations ce qui fait que le dossier avance plus lentement que prévu.

Madame RUAUD évoque une problématique concernant la Poste de Gramat. Elle constate que les jours de fermeture ont changé. A ce titre, elle demande si nous en avons été informés. La réponse est non. La poste sera contactée afin que l'on soit informé des changements pour mieux renseigner les administrés.

Monsieur ROUQUIE souhaite savoir si les travaux de peinture routière vont continuer. Monsieur PUECH lui répond par l'affirmative. Ce dernier explique les prochains lieux qui seront concernés par les travaux. Monsieur ROUQUIE précise que Cauvaldor peut louer à la Commune une machine permettant de tracer.

Madame MICHAUX intervient concernant les élections sénatoriales. Suite à l'accident de Madame PREVILLY, Madame MICHAUX demande à Monsieur le Maire si le mardi 19 septembre 2023 à 20h, il est possible de mettre à disposition une salle pour accueillir un comité de soutien.

Monsieur le Maire donne son accord mais précise qu'il ne pourra pas être présent. Monsieur PUECH le représentera. Concernant les rencontres des candidats aux élections sénatoriales, Monsieur PUECH tient à faire remarquer le fort absentéisme des Conseillers gramatois. Il s'interroge quant à l'intérêt de ces derniers pour le prochain vote du dimanche 24 septembre 2023.

La séance du Conseil Municipal est levée à 20h

Pour extrait conforme.

Fait à Gramat, le lundi 18 septembre 2023

La secrétaire de séance,



Hélène BACH.

Le Maire,



Michel SYLVESTRE.

Affiché le 18 septembre 2023.